

Audit & Analyse

Cabinet d'expertise
comptable et de
commissariat aux
comptes

www.audit-analyse.com

La fiscalité marocaine 2010

Résumé

Préparé par:

Mohamed LAHYANI

Expert-comptable diplômé

Commissaire aux comptes

Tél.: 05 39 32 50 39

Portable: 06 61 63 98 89

Email : m.lahyani@audit-analyse.com

Site : www.audit-analyse.com

IMPOT	CARACTERISTIQUES DE L'IMPOT	DEDUCTIONS ET EXONERATIONS
<p>I - <u>IMPOTS DIRECTS</u></p> <p>1°/- IMPOT SUR LE REVENU (I.R)</p>	<p>1°) <u>CHAMP D'APPLICATION</u></p> <p>L'IR s'applique aux revenus et profits des personnes physiques et des personnes morales n'ayant pas opté pour l'IS.</p> <p>Les revenus concernés sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les revenus salariaux ; ➤ les revenus professionnels ; ➤ les revenus et profits fonciers ; ➤ les revenus et profits de capitaux mobiliers ; ➤ les revenus agricoles (*). <p>A- <u>REVENUS SALARIAUX</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Définitions</u> : <p>Sont considérés comme revenus salariaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les traitements ; ➤ les salaires ; ➤ les indemnités et émoluments ; ➤ les pensions ; ➤ les rentes viagères ; ➤ les allocations spéciales, remboursements forfaitaires de frais et autres rémunérations allouées aux dirigeants de sociétés. <p>Sont également assimilés à des revenus salariaux, les avantages en argent ou en nature accordés en sus des revenus précités.</p>	<p>I - <u>REVENUS SALARIAUX</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Principales exonérations</u> : Il s'agit notamment : <ul style="list-style-type: none"> ➤ des allocations familiales et d'assistance à la famille ; ➤ des indemnités destinées à couvrir des frais de fonction lorsqu'elles sont justifiées ; ➤ des pensions alimentaires ; ➤ de la part patronale des cotisations de retraite et de sécurité sociale ; ➤ des indemnités journalières de maladie, d'accident et de maternité et des allocations décès ; ➤ des indemnités de licenciement, de départ volontaire et de toutes autres indemnités pour dommages et intérêts accordées par les tribunaux ou résultant d'une procédure de conciliation. Ces indemnités sont exonérées dans la limite fixée par la législation et la réglementation en vigueur ; ➤ des pensions d'invalidité servies aux militaires et leurs ayants cause ; ➤ des retraites complémentaires telles que prévues par la loi ; ➤ des prestations servies au titre des contrats d'assurance sur la vie et des contrats de capitalisation dont la durée est au moins égale à 10 ans et à 8 ans pour les contrats conclus à partir de janvier 2009 ; ➤ des bourses d'études ; ➤ des indemnités de stage brutes mensuelles plafonnées à 6 000 DH, versées par les entreprises privées aux stagiaires lauréats de l'enseignement supérieur ou de la formation professionnelle, et ce jusqu'à fin 2010. ▪ <u>Principales déductions</u> <p>Le salaire net imposable s'obtient après déduction des principaux éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> a- 20 % : pour l'ensemble des catégories professionnelles, à l'exclusion de certaines professions (journalistes, ouvriers mineurs, personnel naviguant de la marine marchande et de la pêche maritime etc.) pour lesquelles la loi prévoit des taux spécifiques. Cette déduction ne doit, toutefois, pas excéder 30 000 DH ; b- les retenues supportées pour la constitution de pensions ou de retraites ; c- les cotisations aux organismes de prévoyance sociale, ainsi que les cotisations salariales de sécurité sociale ; d- la part salariale de primes d'assurance-groupe ; e- <u>les remboursements en principal et intérêts des prêts contractés ou du coût d'acquisition et de la rémunération convenue d'avance dans le cadre du contrat « Mourabaha », pour l'acquisition d'un logement social.</u> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Abattement forfaitaire pour les pensions, rentes viagères et cachets octroyés aux artistes</u> ; <p>Les pensions, rentes viagères et les cachets octroyés aux artistes bénéficient d'un abattement de 40 %.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Réduction de l'impôt au titre des pensions de retraite de source étrangère</u> <p>Les contribuables ayant au Maroc leur résidence habituelle et titulaires de pensions de retraite de source étrangère, bénéficient d'une réduction égale à 80 % du montant de l'impôt dû au titre de leur pension et correspondant aux sommes transférées au Maroc à titre définitif, en dirhams non convertibles.</p>

(*) : Les revenus agricoles sont exonérés de l'IR et de l'IS jusqu'au 31/12/2013 (L.F. 2009).

IMPOT	CARACTERISTIQUES DE L'IMPOT	DEDUCTIONS ET EXONERATIONS
<p>I.R. (Suite)</p>	<p align="center"><u>B- REVENUS PROFESSIONNELS</u></p> <p>▪ <u>Définitions</u> : Sont considérés comme revenus professionnels :</p> <p>1-les bénéficiaires réalisés par les personnes physiques et les sociétés de personnes provenant de l'exercice :</p> <p>a- d'une profession commerciale, industrielle ou artisanale ; b- d'une profession de promoteur immobilier, de lotisseur de terrains ou de marchand de biens ; c- d'une profession libérale ou de toute profession autre que celles énumérées au (a) et (b).</p> <p>2- les revenus ayant un caractère répétitif ;</p> <p>3- les produits bruts énumérés à l'article 15 du Code Général des Impôts (CGI), perçus par des personnes physiques ou morales non résidentes (intérêts de prêts et autres placements à revenu fixe, redevances, rémunérations pour assistance technique, rémunérations pour la fourniture d'informations techniques, scientifiques et pour travaux d'études, commissions et honoraires, etc.).</p> <p>▪ <u>Détermination du revenu net professionnel</u> :</p> <p>Les revenus professionnels sont déterminés d'après le régime du résultat net réel (RNR). Toutefois, les contribuables exerçant leur activité à titre individuel ou dans le cadre d'une société de fait, peuvent opter pour le régime du résultat net simplifié (RNS) ou celui du bénéfice forfaitaire, sous réserve de remplir les conditions fixées par la loi.</p> <p>1°/- <u>Régime du RNR</u> :</p> <p>L'exercice comptable des contribuables dont le revenu professionnel est déterminé d'après le RNR doit être clôturé au 31 décembre de chaque année. Le RNR de chaque exercice comptable est déterminé d'après l'excédent des produits, sur les charges engagées ou supportées. Aux produits s'ajoutent les stocks et travaux en cours existant à la date de clôture des comptes. Corrélativement, s'ajoutent aux charges les stocks et travaux en cours à l'ouverture des comptes. Les stocks sont évalués au prix de revient ou au cours du jour si ce dernier lui est inférieur et les travaux en cours sont évalués au prix de revient. Le déficit d'un exercice peut être reporté jusqu'au 4^{ème} exercice suivant, à l'exception de la fraction du déficit correspondant à des amortissements d'éléments de l'actif qui peut être reportée indéfiniment.</p>	<p align="center"><u>II - REVENUS PROFESSIONNELS</u></p> <p><u>Principales exonérations</u> :</p> <p>a) Exonération totale et permanente pour les entreprises installées dans la zone franche du port de Tanger (la LF 2010 prévoit l'abrogation de cette exonération à compter du 1^{er} janvier 2012).</p> <p>b) Exonération totale pour les promoteurs immobiliers relevant du régime du résultat net réel, au titre des revenus afférents à la réalisation de logements à faible valeur immobilière (superficie couverte entre 50 et 60 m² et valeur immobilière n'excédant pas 140.000 DH, TVA comprise), qui s'engagent à réaliser un programme de construction intégré de 500 logements en milieu urbain et/ou 100 logements en milieu rural, dans un délai maximum de 5 ans. Cette exonération est applicable aux conventions conclues entre le 1^{er} janvier 2008 et le 31 décembre 2012 (L.F. 2008) ;</p> <p>c) Exonération totale pendant 5 ans pour les entreprises exerçant une activité dans les zones franches, suivie d'une réduction d'impôt de 80% pour les 20 années consécutives suivantes ;</p> <p>d) Exonération totale pendant 5 ans pour les entreprises exportatrices de biens ou de services et celles qui vendent des produits finis à des exportateurs installés dans des plates-formes d'exportation, suivie de l'imposition au taux réduit de 20 % au-delà de cette période ;</p> <p>e) Exonération totale pendant 5 ans pour les établissements hôteliers, pour la partie de la base imposable correspondant à leur CA réalisé en devises dûment rapatriées directement par elles ou pour leur compte par des agences de voyage, suivie de l'imposition au taux réduit de 20 % au-delà de cette période ;</p> <p>f) Imposition permanente au taux réduit de 20 % pour les entreprises minières exportatrices et celles qui vendent leurs produits à des entreprises qui les exportent après leur valorisation ;</p> <p>g) Imposition au taux réduit de 20 %, du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2010 (1), pour les entreprises ayant leur domicile fiscal ou leur siège social dans la province de Tanger et y exerçant une activité principale et celles implantées dans certaines régions (2), à l'exclusion des établissements stables et de crédit, Bank Al Maghrib, la CDG, les sociétés d'assurance et de réassurance, les agences et promoteurs immobiliers ;</p>

(1) : Entre 2011 et 2015, ce taux augmentera de 2 points par an. Au-delà de cette période, c'est le régime de droit commun qui s'applique (barème en vigueur).

(2) : Il s'agit des préfectures et provinces suivantes : AL Hoceima, Berkane, Boujdour, Chefchaouen, Es-smara, Guelmim, Jerada, Laâyoune, Larache, Nador, Oued-ed-dahab, Oujda-angad, Tan-tan, Taounate, Taourirt, Tata, Taza, Tétouan.

Les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite simple et les sociétés en participation ne comprenant que des personnes physiques, n'ayant pas opté pour l'IS, sont obligatoirement soumises à ce régime.

2°/- Régime du R.N.S. :

A compter du 1^{er} janvier 2009, le RNS est applicable sur **option** pour les contribuables dont le CA hors taxe ne dépasse pas :

- 2 000 000 DH pour les activités commerciales, industrielles ou artisanales et d'armateur de pêche ;
- 500 000 DH pour les prestataires de services et professions ou sources de revenus visées à l'article 30 (1^o-c) et 2^o du CGI.

A compter du 1^{er} janvier 2010, le délai d'exercice de l'option pour ce régime est fixé comme suit :

- **en cas de début d'activité, avant le 1^{er} avril de l'année suivant celle du début d'activité. Dans ce cas, l'option prend effet à partir de l'année du début d'activité.**
- **en cours d'activité, avant le 1^{er} mars de l'année. Dans ce cas, l'option prend effet à partir de l'année suivante.**

Le résultat net simplifié est déterminé de la même façon que le RNR, **à l'exclusion des provisions** qui ne peuvent être constituées. Par ailleurs, **le résultat déficitaire d'un exercice ne peut être reporté sur les exercices qui suivent.**

Minimum d'imposition :

L'IR ne doit pas être inférieur à une **cotisation minimale** (CM) pour les titulaires de revenus professionnels soumis au RNR ou RNS.

La **cotisation minimale** n'est pas due pendant les **3 premiers** exercices comptables qui suivent le début de l'activité professionnelle.

Les taux de la **cotisation minimale** sont de :

- **0,25 %** pour la vente des produits suivants : huile, sucre, beurre, farine, gaz et produits pétroliers ;
- **6 %** pour certaines professions libérales (avocats, notaires, architectes, ingénieurs, vétérinaires, topographes, etc.) ;
- **0,5 %** pour les autres activités.

3°/- Régime du bénéfice forfaitaire :

Le régime forfaitaire est applicable **sur option** pour les contribuables dont le CA H.T ne dépasse pas :

- 1 000 000 DH pour les activités commerciales, industrielles ou artisanales et d'armateur de pêche ;
- 250 000 DH pour les prestataires de services et professions ou sources de revenus visées à l'article 30 (1^o-c) et 2^o du CGI.

A compter du 1^{er} janvier 2010, le délai d'exercice de l'option pour ce régime est fixé comme suit :

- **en cas de début d'activité, avant le 1^{er} mars de l'année suivant celle du début d'activité. Dans ce cas, l'option prend effet à partir de l'année du début d'activité.**
- **en cours d'activité, avant le 1^{er} avril de l'année. Dans ce cas, l'option prend effet à partir de l'année suivante.**

h) Imposition au taux réduit de 20 % pendant 5 ans et ce, quel que soit le lieu de l'implantation au Maroc, pour les entreprises artisanales ;

i) Imposition au taux réduit de 20 % pendant 5 ans, pour les établissements d'enseignement privé et de formation professionnelle.

Mesure transitoire

Les personnes physiques exerçant à titre individuel, en société de fait ou dans l'indivision, une activité professionnelle passible de l'IR, selon le régime du RNR ou RNS sont exonérés de l'IR au titre de la plus-value nette réalisée à la suite de l'apport de l'ensemble des éléments de l'actif et du passif de leur entreprise à une SARL ou à une société anonyme, à condition que ledit apport soit effectué entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2010.

L'avantage précité est accordé, sous réserve que la société bénéficiaire de l'apport dépose, auprès de l'inspecteur des impôts compétent, dans les 30 jours suivant la date de l'acte d'apport, une déclaration comportant notamment l'identité des associés ou actionnaires, le montant et la répartition du capital.

L'acte d'apport doit comporter l'engagement de la société bénéficiaire à :

- **reprendre comptablement pour leur montant intégral les provisions dont l'imposition est différée ;**
- **réintégrer dans ses bénéfices imposables la plus-value nette, par fractions égales, sur une période de 10 ans. La valeur d'apport des éléments concernés par cette réintégration est prise en considération pour le calcul des amortissements et des plus-values ultérieures réalisées.**

I.R.
(Suite)

Le bénéfice forfaitaire est déterminé par application au CA de chaque année civile, d'un coefficient fixé pour chaque profession.

Le bénéfice annuel des contribuables ayant opté pour le bénéfice forfaitaire, ne peut être inférieur à *un bénéfice minimum* (B.M) déterminé par application à la valeur locative (VL) annuelle, normale et actuelle de chaque établissement du contribuable d'un coefficient fixé entre **0,5 et 10**, compte tenu de l'importance de l'activité exercée.

Les professions et activités visées dans le décret n° 2-08-124 du 3 jourmada II 1430 (28 mai 2009) sont exclues du régime du bénéfice forfaitaire

C- REVENUS ET PROFITS FONCIERS :

1°/ - REVENUS FONCIERS

▪ Définitions :

Sont considérés comme revenus fonciers, lorsqu'ils n'entrent pas dans la catégorie des revenus professionnels :

1- les revenus provenant de la location :

- a- d'immeubles bâtis et non bâtis et des constructions de toute nature ;
- b- de propriétés agricoles, y compris les constructions et le matériel fixe et mobile y attachés.

2- sous réserve des exclusions prévues par la loi, la valeur locative des immeubles et constructions que les propriétaires mettent gratuitement à la disposition de tiers.

3- les indemnités d'éviction versées aux occupants des biens immeubles par les propriétaires desdits biens.

▪ Détermination du revenu foncier net imposable :

Le revenu net imposable des immeubles visés au 1(a) ci-dessus, est obtenu en appliquant un abattement de **40 %** sur le montant du revenu foncier brut.

NB : Les revenus fonciers agricoles ne bénéficient d'aucun abattement.

III- REVENUS ET PROFITS FONCIERS

1°/-REVENUS FONCIERS

Exclusion du champ d'application :

Est exclue du champ d'application de l'impôt, la valeur locative des immeubles que les propriétaires mettent gratuitement à la disposition, **notamment :**

- de leurs ascendants et descendants, lorsque ces immeubles sont affectés à l'habitation des intéressés ;
- des administrations de l'Etat et des collectivités locales, des hôpitaux publics ;
- des associations reconnues d'utilité publique.

Exonérations temporaires :

Les revenus provenant de la location des constructions nouvelles et additions de construction, sont exemptés de l'impôt pendant les **3 années** qui suivent celle de l'achèvement desdites constructions.

IMPOT	CARACTERISTIQUES DE L'IMPOT	DEDUCTIONS ET EXONERATIONS	TAUX
<p>I. R (suite)</p>	<p>2°/- <u>PROFITS FONCIERS</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Définitions</u> : <p>Sont considérés comme profits fonciers, les profits constatés ou réalisés à l'occasion notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ de la vente d'immeubles ou de droits réels immobiliers ; ➤ de l'apport en société d'immeubles ou de droits réels immobiliers ; ➤ de la cession, à titre onéreux, ou de l'apport en société d'actions ou de parts sociales nominatives émises par les sociétés à objet immobilier, réputées fiscalement transparentes ; ➤ de la cession, à titre onéreux, ou de l'apport en société d'actions ou de parts sociales des sociétés à prépondérance immobilière ; ➤ de la cession à titre gratuit (donations) ; ➤ de l'expropriation d'immeubles pour cause d'utilité publique ; ➤ de l'échange considéré comme une double vente. <ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Détermination du profit foncier taxable</u> : <p>Le profit foncier taxable est égal à la différence entre :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ d'une part, le prix de cession diminué, le cas échéant, des frais de cession ; ➤ d'autre part, le prix d'acquisition augmenté des frais y afférents (y compris l'indemnité d'éviction dûment justifiée), des dépenses d'investissement réalisés, ainsi que des intérêts payés au titre des prêts contractés pour l'acquisition de l'immeuble cédé, le tout réévalué par application de coefficients fixés par arrêté ministériel sur la base de l'indice national du coût de la vie. 	<p>2°/- <u>PROFITS FONCIERS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Principales exonérations</u> ➤ <u>Exonérations totales</u> <ul style="list-style-type: none"> ▪ le profit réalisé sur la cession d'un immeuble ou partie d'immeuble occupé par son propriétaire à titre d'habitation principale depuis au moins 8 années au jour de ladite cession. Toutefois, une période de 6 mois à compter de la date de la vacance du logement est accordée au contribuable pour la réalisation de l'opération de cession; ▪ le profit réalisé par les personnes physiques à l'occasion de la cession d'un logement occupé à titre d'habitation principale depuis au moins 4 ans au jour de la cession, dont la superficie couverte est comprise entre 50 et 100 m² et dont le prix de cession n'excède pas 250 000 DH hors taxe (H.T) ; ▪ le profit réalisé sur une ou plusieurs cessions par les personnes physiques qui réalisent dans l'année civile, une valeur totale ne dépassant pas 60 000 DH ; ▪ le profit réalisé sur la cession de droits indivis d'immeubles agricoles situés à l'extérieur des périmètres urbains entre co-héritiers ; ▪ les cessions à titre gratuit effectuées entre ascendants et descendants, entre époux et entre frères et sœurs. 	<p><u>Taux applicables aux profits fonciers</u> :</p> <p>Le taux est fixé à 20 %.</p> <p>Toutefois, le montant de l'impôt ne peut être inférieur à 3 % du prix de cession et ce, même en l'absence de profit.</p> <p>Ce taux est libératoire de l'IR.</p>

IMPOT	CARACTERISTIQUES DE L'IMPOT	DEDUCTIONS ET EXONERATIONS	TAUX
<p>I. R (suite)</p>	<p>D - REVENUS ET PROFITS DE CAPITAUX MOBILIERS :</p> <p>1° - Revenus de capitaux mobiliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Définitions : <p>Sont notamment considérés comme revenus de capitaux mobiliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les produits des actions ou parts sociales et revenus assimilés distribués par les sociétés soumises à l'IS ; ➤ les produits distribués en tant que dividendes par les établissements de sociétés non résidentes, les OPCVM, les OPCR ; ➤ les produits de placements à revenu fixe versés ou inscrits en compte des personnes physiques ou morales qui n'ont pas opté pour l'IS et ayant au Maroc leur résidence habituelle, leur domicile fiscal ou leur siège social. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Détermination du revenu net imposable : <p>Le revenu net imposable est déterminé en déduisant du montant brut des revenus précités, les agios et les frais d'encaissement, de tenue de compte ou de garde.</p> <p>2° - Profits de capitaux mobiliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Définitions : <p>Sont considérés comme profits de capitaux mobiliers, les profits nets annuels réalisés par les personnes physiques sur les cessions de valeurs mobilières et autres titres de capital et de créance émis par les personnes morales de droit public ou privé, les OPCVM, les FPCT et les OPCR, à l'exception :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ des sociétés à prépondérance immobilière ; ➤ des sociétés immobilières transparentes. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Détermination du profit mobilier : <p>Le profit net de cession est calculé par référence aux cessions effectuées sur chaque valeur ou titre. Il est constitué par la différence entre :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ le prix de cession diminué, le cas échéant, des frais supportés par le cédant à l'occasion de cette cession, notamment les frais de courtage et de commission ; ➤ le prix d'acquisition majoré, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de toute acquisition, notamment les frais de courtage et de commission. 	<p>III- PROFITS MOBILIERS EXONERES :</p> <p>Sont exonérés de l'IR :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ le profit ou la fraction de profit sur cessions de valeurs mobilières et autres titres de capital et de créance correspondant au montant des cessions réalisées au cours d'une année civile, n'excédant pas le seuil de 30.000 DH ; ➤ les dividendes distribués par les sociétés installées dans les zones franches d'exportation, à des non résidents ; ➤ les intérêts perçus par les personnes physiques titulaires de comptes d'épargne auprès de la Caisse d'épargne nationale ; ➤ la donation de valeurs mobilières et autres titres de capital ou de créance effectuée entre ascendants et descendants, et entre époux, frères et sœurs. 	<p>Taux applicables aux revenus mobiliers :</p> <p>La retenue à la source est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 10 % pour les produits des actions, parts sociales et revenus assimilés. Cette retenue est libératoire de l'IR ; ▪ 20% applicable aux produits de placements à revenu fixe servis à des personnes soumises à l'IR d'après le RNR ou le RNS. Cette retenue est imputable sur le montant de l'IR, avec droit à restitution. ▪ 30 % pour : <ul style="list-style-type: none"> - les produits de placements à revenu fixe versés aux personnes physiques, à l'exclusion de celles qui sont assujetties à l'IR selon le RNR ou le RNS ; - les revenus bruts de capitaux mobiliers de source étrangère. <p>Cette retenue est libératoire de l'IR.</p> <p>Taux applicables aux profits mobiliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 15% pour les profits nets résultant des cessions : <ul style="list-style-type: none"> - d'actions cotées en bourse ; - d'actions ou de parts d'OPCVM dont l'actif est investi en permanence à hauteur de 60 % d'actions. ▪ 20% pour : <ul style="list-style-type: none"> - les profits nets résultant des cessions d'obligations et autres titres de créance, d'actions non cotées et autres titres de capital ainsi que d'actions ou parts d'OPCVM autres que ceux visés ci-dessus ; - les profits nets résultant des cessions de valeurs mobilières émises par les OPCR et FPCT ; - les profits bruts de capitaux mobiliers de source étrangère. <p>Ces taux sont libératoires de l'IR.</p>

IMPOT	CARACTERISTIQUES DE L'IMPOT	DEDUCTIONS ET EXONERATIONS	TAUX														
<p>I. R (suite)</p>	<p>2°) <u>DETERMINATION DU REVENU GLOBAL</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le revenu global imposable est constitué par la somme des revenus nets des différentes catégories citées ci-dessus. ▪ L'IR est un impôt déclaratif. <p>3°) <u>DETERMINATION DU REVENU GLOBAL DES PERSONNES PHYSIQUES MEMBRES DE GROUPEMENTS</u></p> <p>Le résultat bénéficiaire réalisé par les sociétés en nom collectif, en commandite simple et de fait, ne comprenant que des personnes physiques, est considéré comme un revenu professionnel du <u>principal associé</u> et <u>imposé en son nom</u>.</p> <p><i>En cas de déficit, celui-ci est imputable sur les autres revenus professionnels de l'associé principal.</i></p> <p>4°) <u>DECLARATION DU REVENU GLOBAL</u></p> <p>Selon les dispositions de l'article 7 de la LF pour l'année 2010, les contribuables titulaires de revenus professionnels, déterminés selon le régime du bénéfice forfaitaire, et/ou de revenus autres que les revenus professionnels, sont tenus de déposer leur déclaration, à compter du 1^{er} janvier 2011, avant le 1^{er} mars de chaque année (au lieu du 1^{er} avril).</p> <p>Pas de changement pour les contribuables soumis au RNR ou au RNS.</p>	<p>• <u>DEDUCTIONS SUR LE REVENU GLOBAL :</u></p> <p>Sont déductibles du revenu global imposable :</p> <p>a- le montant des <i>dons en argent ou en nature</i> accordés aux associations reconnues d'utilité publique ainsi qu'à d'autres établissements (énumérés par l'article 28 du CGI) ;</p> <p>b- dans la limite de 10 % du revenu global imposable, en vue de <i>l'acquisition ou de la construction de logements à usage d'habitation principale :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - le montant des <i>intérêts</i> afférents aux prêts accordés aux contribuables par les institutions spécialisées ou les établissements de crédit dûment autorisés à effectuer ces opérations, par les œuvres sociales du secteur public, semi-public ou privé ainsi que les entreprises ; - ou le montant de la rémunération convenue d'avance dans le cadre d'un contrat « Mourabaha » <p>En cas de construction, la déduction des intérêts précités est accordée au contribuable dans la limite de 7 ans à compter de la date de l'autorisation de construire.</p> <p>c- dans la limite de 6 % dudit revenu global imposable, les <i>primes</i> ou cotisations se rapportant aux contrats individuels ou collectifs <i>d'assurance retraite d'une durée égale au moins à 8 ans</i> souscrits auprès des sociétés d'assurance établies au Maroc et dont les prestations sont servies aux bénéficiaires à partir de l'âge de 50 ans révolus. Cette déduction n'est pas plafonnée pour les contribuables disposant uniquement de revenus salariaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>REDUCTIONS D'IMPOT</u> <u>Déductions pour charge de famille :</u> <p>La déduction est de 360 DH pour le conjoint et pour les enfants à charge, dans la limite de 2.160 DH (soit pour 6 personnes).</p>	<p>Le barème de calcul de l'IR est fixé comme suit :</p> <table border="1" data-bbox="1464 240 1984 517"> <thead> <tr> <th>Tranches de revenu (En DH)</th> <th>Taux</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0 - 30 000</td> <td>0 %</td> </tr> <tr> <td>30 001 - 50 000</td> <td>10 %</td> </tr> <tr> <td>50 001 - 60 000</td> <td>20 %</td> </tr> <tr> <td>60 001 - 80 000</td> <td>30 %</td> </tr> <tr> <td>80 001 - 180 000</td> <td>34 %</td> </tr> <tr> <td>Au-delà de 180 000</td> <td>38 %</td> </tr> </tbody> </table> <p>Ce barème est applicable aux revenus acquis à compter du 1^{er} janvier 2010.</p> <p>Toutefois, le taux de l'impôt diffère pour certains produits et rémunérations dont principalement :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 10 % pour les produits bruts visés à l'article 15 du CGI perçus par les personnes physiques ou morales non résidentes. Ce taux est libératoire de l'IR. ➤ 17 % pour les enseignants vacataires. Cette retenue est libératoire de l'IR ; ➤ 20% pour les jetons de présence et toutes autres rémunérations brutes versés aux administrateurs des banques offshore et pour les rémunérations brutes versées par les banques offshore et les sociétés holding offshore à leur personnel salarié. Cette retenue est libératoire de l'IR. ➤ 30 % applicable : <ul style="list-style-type: none"> ▪ aux rémunérations et indemnités occasionnelles versées aux personnes ne faisant pas partie du personnel permanent de l'entreprise, ainsi qu'aux rémunérations versées aux voyageurs, représentants et placiers de commerce ou d'industrie travaillant pour le compte d'un ou plusieurs employeurs établis au Maroc.; ▪ au montant brut des cachets octroyés aux artistes exerçant à titre individuel ou constitués en troupe ; <p><i>Les retenues précitées ne sont pas libératoires de l'IR.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ aux honoraires des médecins non soumis à la taxe professionnelle qui effectuent des actes chirurgicaux dans les cliniques. <i>Ce taux est libératoire de l'IR.</i> 	Tranches de revenu (En DH)	Taux	0 - 30 000	0 %	30 001 - 50 000	10 %	50 001 - 60 000	20 %	60 001 - 80 000	30 %	80 001 - 180 000	34 %	Au-delà de 180 000	38 %
Tranches de revenu (En DH)	Taux																
0 - 30 000	0 %																
30 001 - 50 000	10 %																
50 001 - 60 000	20 %																
60 001 - 80 000	30 %																
80 001 - 180 000	34 %																
Au-delà de 180 000	38 %																

IMPOT	CARACTERISTIQUES DE L'IMPOT	DEDUCTIONS ET EXONERATIONS	TAUX
<p>2°/-IMPOT SUR LES SOCIETES (I.S.)</p>	<p>1°/CHAMP D'APPLICATION</p> <p>L'I.S. s'applique obligatoirement aux revenus et profits des sociétés de capitaux, des établissements publics et autres personnes morales qui réalisent des opérations lucratives, et sur option irrévocable aux sociétés de personnes.</p> <p>2°/BASE IMPOSABLE</p> <p>Le résultat fiscal imposable est égal à l'excédent des produits d'exploitation, profits et gains sur les charges d'exploitation, modifié, le cas échéant, conformément à la législation fiscale en vigueur.</p> <p>Le déficit d'un exercice peut être reporté jusqu'au 4^{ème} exercice suivant, à l'exception de la fraction du déficit correspondant à des amortissements d'éléments de l'actif qui peut être reportée indéfiniment.</p> <p>3°/ PAIEMENT DE L'I.S.</p> <p>Le paiement de l'impôt se fait spontanément par 4 acomptes provisionnels dont chacun est égal à 25 % du montant de l'impôt dû au titre de l'exercice précédent.</p> <p>❖ Lorsque le montant de l'I.S. dû est supérieur aux acomptes versés, la régularisation est effectuée spontanément par la société, en même temps que le versement du premier acompte échu.</p>	<p>A- PRINCIPALES EXONERATIONS</p> <p>1- Exonérations totales et permanentes :</p> <p>Il s'agit notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ des associations et fondations à but non lucratif ainsi que les organismes assimilés prévus à l'article 6-I-VI du CGI. Toutefois, à compter du 1^{er} janvier 2010, ces organismes ne bénéficient plus de : <ul style="list-style-type: none"> • L'abattement de 100 % sur les produits des actions, parts sociale et revenus assimilés; • L'exonération de la plus-value sur cession de valeurs mobilières. ➤ des coopératives et leurs unions légalement constituées dont les statuts, le fonctionnement et les opérations sont reconnus conformes à la législation et à la réglementation en vigueur régissant la catégorie à laquelle elles appartiennent, lorsque : <ul style="list-style-type: none"> ▪ leurs activités se limitent à la collecte de matières premières auprès des adhérents et à leur commercialisation ; ▪ leur chiffre d'affaires annuel est inférieur à cinq millions (5.000.000) de dirhams hors TVA, si elles exercent une activité de transformation de matières premières collectées auprès de leurs adhérents ou d'intrants à l'aide d'équipements, matériels et autres moyens de production similaires à ceux utilisés par les entreprises industrielles soumises à l'impôt sur les sociétés et de commercialisation des produits qu'elles ont transformés ; ➤ des sociétés non résidentes au titre des plus-values sur cessions des valeurs mobilières cotées à la Bourse des Valeurs de Casablanca ; ➤ des OPCVM, FPCT et OPCR ; ➤ de l'université Al Akhawayne d'Ifrane, la Banque Islamique de Développement, la Banque Africaine de Développement, la Société Financière Internationale ; ➤ des Agences pour la promotion et le développement économique et social ; ➤ des sociétés installées dans la zone franche du port de Tanger (la LF 2010 prévoit l'abrogation de cette exonération à compter du 1^{er} janvier 2012). <p>2- Exonération totale et temporaire pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les sociétés exploitant des centres de gestion de comptabilité agréés au titre de leurs opérations et ce, pendant une période de 4 ans suivant la date de leur agrément ; ➤ les titulaires de toute concession d'exploitation de gisements d'hydrocarbures pendant une période de 10 ans dans les conditions prévues par la législation ; ➤ les revenus agricoles jusqu'au 31/12/2013. <p>3-Exonération totale pendant 5 ans et application du taux réduit de 17,5% au-delà de cette période pour :</p>	<p>1°/- Taux normal</p> <p>Le taux de l'I.S. est de 30 %.</p> <p>Toutefois, en ce qui concerne les établissements de crédit, BAM, la CDG, les sociétés d'assurance et de réassurance, et les sociétés de crédit-bail, le taux de l'IS est fixé à 37 %.</p> <p>2°/- Taux spécifiques</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les sociétés étrangères adjudicataires de marchés de travaux de construction ou de montage, exerçant une activité au Maroc, sont soumises à l'IS au taux réduit de 8 %, sur option. Ce taux est calculé sur le CA hors taxes. Il est libératoire de la retenue à la source sur les produits bruts perçus par les sociétés étrangères et de l'impôt retenu à la source au titre des produits des actions, parts sociales et revenus assimilés ; ➤ les banques offshore sont soumises, durant les 15 premières années qui suivent la date d'obtention de l'agrément, sur option, soit à l'IS au taux réduit de 10 %, soit au paiement de la contre valeur en DH de 25.000 dollars US par an. Cette dernière option est libératoire de tous autres impôts et

<p>I.S. (suite)</p>	<p>❖ En cas d'excédent d'impôt, celui-ci est imputé d'office sur le premier acompte provisionnel échü et, le cas échéant, sur les autres acomptes restants.</p> <p>Le reliquat éventuel est <i>restitué d'office, dans le délai d'un mois</i> à compter de la date d'échéance du dernier acompte provisionnel.</p> <p>- <u>Télédéclaration et télépaiement</u></p> <p>Les sociétés peuvent souscrire, auprès de l'administration fiscale, par procédés électroniques, les déclarations et les versements prévus par la loi.</p> <p>Toutefois, sont tenues de souscrire leurs déclarations par procédé électronique :</p> <p>➤ à compter du 1^{er} janvier 2010, les sociétés dont le chiffre d'affaires est égal ou supérieur à 100 millions dirhams H.T ;</p> <p>➤ à compter du 1^{er} janvier 2011, les sociétés dont le chiffre d'affaires est égal ou supérieur à 50 millions de dirhams H.T.</p>	<p>➤ les entreprises exportatrices de produits ou de services, à l'exclusion de celles exportant des métaux de récupération, pour la partie de CA à l'export <i>réalisé en devises</i> ;</p> <p>➤ les entreprises, autres que celles exerçant dans le secteur minier, qui vendent des produits finis à des exportateurs installés dans les plates-formes d'exportation ;</p> <p>➤ les établissements hôteliers, pour la partie de la base imposable correspondant à leur <i>chiffre d'affaires réalisé en devises dûment rapatriées</i> directement par eux ou pour leur compte, par des agences de voyage.</p> <p>4- <u>Exonération totale pour les 5 premiers exercices et imposition au taux réduit de 8,75 % pour les 20 exercices suivants :</u></p> <p>➤ les entreprises qui exercent leurs activités dans les zones franches d'exportation ;</p> <p>➤ l'agence spéciale Tanger Méditerranée, ainsi que les entreprises intervenant dans cette zone et qui s'installent dans les zones franches d'exportation.</p> <p>5- <u>Imposition permanente au taux réduit de 17,5 % pour :</u></p> <p>➤ les entreprises minières directement exportatrices, ainsi que celles qui vendent leurs produits à des entreprises exportatrices.</p> <p>6- <u>Imposition au taux réduit de 17,5 % pendant 5 ans pour :</u></p> <p>➤ les entreprises artisanales dont la production est le résultat d'un travail essentiellement manuel et ce, quel que soit le lieu d'implantation de l'entreprise ;</p> <p>➤ les établissements privés d'enseignement ou de formation professionnelle ;</p> <p>➤ les promoteurs immobiliers au titre des revenus provenant de la location de cités, campus et résidences universitaires réalisés pendant une période maximale de 3 ans, d'une capacité d'au moins 150 chambres (la LF 2010 prévoit l'abrogation de ces avantages à compter du 1^{er} janvier 2011).</p> <p>7- <u>Imposition temporaire, entre le 1^{er} janvier 2008 et le 31 décembre 2010, au taux réduit de 17,5 % pour :</u></p> <p>➤ les entreprises ayant leur domicile fiscal ou leur siège social dans la province de Tanger et y exerçant une activité principale, à l'exclusion des établissements et sociétés visées au g, p. 2.</p> <p>➤ les entreprises exerçant une activité dans l'une des préfectures ou provinces précitées, à l'exclusion des établissements et sociétés visées au g, p. 2 (cf. note de bas de page, p.2). Entre le 1^{er} janvier 2011 et le 31 décembre 2015, le taux de l'IS sera majoré de 2,5 points par an pour ces entreprises. Au-delà de 2015, c'est le régime de droit commun qui s'applique.</p> <p>Il est à noter que les entreprises exportatrices installées dans les zones précitées bénéficient du taux réduit de 8,75 % entre le 1^{er} janvier 2008 et le 31 décembre 2010. Au-delà de cette période, c'est le taux de 17,5 % qui s'applique.</p>	<p>taxes frappant les bénéfices ou revenus de ces banques ;</p> <p>➤ les sociétés holding offshore sont soumises, durant les 15 premières années qui suivent la date de leur installation, à un impôt forfaitaire de 500 dollars US par an, libératoire de tous impôts et taxes frappant les bénéfices ou revenus de ces sociétés.</p> <p>3°/- <u>Retenue à la source au taux de :</u></p> <p>➤ 10 %, libératoire de l'IS pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ les produits bruts visés à l'article 15 du C.G.I perçus par les sociétés étrangères, à l'exclusion des intérêts de prêts octroyés en devises pour une durée ≥ à 10 ans, des intérêts afférents aux dépôts en devises ou en dirhams convertibles, des intérêts des prêts consentis à l'Etat ou garantis par lui, ainsi que des intérêts de prêts octroyés en devises par la B.E.I. dans le cadre de projets approuvés par le gouvernement ; ▪ les produits des actions ou parts sociales et revenus assimilés. <p>➤ 20 % pour les produits de placement à revenu fixe. Cette retenue est <i>imputable sur l'IS, avec droit à restitution.</i></p>
---------------------------------------	--	---	---

IMPOT	DEDUCTIONS ET EXONERATIONS
<p>I.S. (suite)</p>	<p>8 - Exonération totale et temporaire en faveur des promoteurs immobiliers :</p> <p>Les promoteurs immobiliers bénéficient de l'exonération totale de l'IS, au titre des revenus afférents à la réalisation de logements à faible valeur immobilière (superficie couverte entre 50 et 60 m² et valeur immobilière n'excédant pas 140.000 DH, TVA comprise), portant sur un programme de construction intégrée de 500 logements en milieu urbain et/ou 100 logements en milieu rural, dans un délai maximum de 5 ans. Cette exonération est applicable aux conventions conclues entre le 1^{er} janvier 2008 et le 31 décembre 2012. (L.F. 2008)</p> <p>9- Réduction temporaire prévue pour les sociétés qui s'introduisent en Bourse</p> <p>➤ <u>Sociétés éligibles :</u></p> <p>Il s'agit des sociétés qui introduisent leurs titres à la Bourse des Valeurs par ouverture de leur capital et/ou par la cession d'actions existantes ou par augmentation de capital. Ces titres doivent être diffusés dans le public de façon concomitante à l'introduction en Bourse desdites sociétés.</p> <p>➤ <u>Sociétés exclues</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ les établissements de crédit, y compris les sociétés de financement ; ▪ les entreprises d'assurance, de réassurance et de capitalisation ; ▪ les sociétés concessionnaires de services publics ; ▪ les sociétés dont le capital est détenu totalement ou partiellement par l'Etat ou une collectivité publique ou par une société dont le capital est détenu à hauteur d'au moins 50 % par une collectivité publique. <p>➤ <u>Réduction de taux:</u></p> <p>Les sociétés éligibles bénéficient d'une réduction du taux de l'IS modulée, applicable en 2007, comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 25% pour les sociétés qui introduisent leurs titres en Bourse par ouverture de leur capital au public et ce, par la cession d'actions existantes ; ➤ 50% pour les sociétés qui introduisent leurs titres en Bourse avec une augmentation d'au moins 20% de leur capital, avec abandon du droit préférentiel de souscription. <p>➤ <u>Date d'effet de la mesure :</u></p> <p>Les réductions précitées sont prévues pour les sociétés qui s'introduisent en Bourse entre le 1^{er} janvier 2001 et le 31 décembre 2003. La L.F pour 2004 a prorogé ce délai de 3 ans (jusqu'au 31/12/2006). La L.F pour 2007 a prorogé les mêmes avantages jusqu'au 31/12/2009. La LF pour 2010 a prorogé à nouveau les mêmes avantages jusqu'au 31/12/2012.</p> <p>La durée de la réduction est de 3 années consécutives à compter de l'exercice qui suit celui de leur inscription à la cote de la Bourse de Casablanca.</p>

10- Régime fiscal transitoire en faveur des opérations de fusion et de scission réalisées entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 décembre 2012 :

➤ Sociétés éligibles : les sociétés passibles de l'IS obligatoirement ou sur option.

➤ Incitations fiscales accordées :

- L'exonération de la prime de fusion de scission réalisée par la société absorbante, correspondant à ses titres de participation dans la société absorbée ;
- L'imposition des plus-values nettes sur l'apport des éléments amortissables à la société absorbante est étalée sur leur durée d'amortissement chez ladite société ;
- Les plus-values latentes réalisées sur l'apport à la société absorbante des titres de participation détenus par la société absorbée dans d'autres sociétés, bénéficient chez la société absorbante d'un sursis d'imposition jusqu'à leur retrait ou cession ultérieure ;
- Les plus-values latentes résultant de l'échange des titres détenus par les personnes physiques ou morales, dans la société absorbée par des titres de la société absorbante, bénéficient du sursis d'imposition jusqu'à leur retrait ou cession ultérieure ;
- L'extension de ce nouveau régime aux opérations de scissions totales se traduisant par la dissolution de la société scindée et l'apport intégral des activités autonomes à d'autres sociétés.

➤ Conditions d'éligibilité :

Le bénéfice de ce régime transitoire est subordonné au respect des conditions prévues par le paragraphe XV de l'article 247 tel que complété par l'article 7 de la LF 2010, notamment :

- Le dépôt par la société absorbante ou née de la fusion ou de la scission d'une déclaration spécifique, dans les 30 jours suivant la date de l'acte de fusion ou de scission ;
- La non déductibilité des provisions pour dépréciation pendant toute la durée de détention des titres apportés par la société absorbée à la société absorbante ;
- Le désistement de la société absorbante du droit de report de ses déficits cumulés figurant dans la déclaration fiscale du dernier exercice précédant la fusion ou la scission.

IMPOT	CARACTERISTIQUES DE L'IMPOT	DEDUCTIONS ET EXONERATIONS	TAUX
<p>I.S. (suite)</p>	<p>3°/ <u>Minimum d'imposition</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le montant de l'I.S. ne peut être inférieur à une cotisation minimale (CM) dont la base de calcul est constituée par le montant (hors taxe) des produits d'exploitation visés par la loi. Le montant de cette CM ne peut être inférieur à 1 500 DH. <p>Toutefois, à compter du 1^{er} janvier 2010, le paiement du minimum de la CM (1500 DH) doit être effectué en un seul versement, avant l'expiration du 3eme mois suivant la date d'ouverture de l'exercice en cours.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La cotisation minimale n'est pas due par les sociétés pendant les 36 premiers mois suivant la date du début de leur exploitation, à l'exception des sociétés concessionnaires de service public. <p>Toutefois, cette exonération cesse d'être appliquée à l'expiration d'une période de 60 mois qui suit la date de constitution des sociétés concernées.</p>	<p><u>B - PRINCIPALES DEDUCTIONS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Les charges d'exploitation, ainsi que d'autres charges dont notamment : <ul style="list-style-type: none"> ➤ les achats de marchandises et de fournitures ; ➤ les charges de personnel et de main-d'œuvre ; ➤ les charges financières et autres charges diverses se rapportant à l'exploitation ; ➤ les impôts et taxes, à l'exception de l'IS ; ➤ les dotations aux amortissements (*) ; ➤ les dotations aux provisions ; ➤ les charges non courantes ; ➤ les dons en argent ou en nature octroyés notamment aux : Habous, associations reconnues d'utilité publique, établissements publics à vocation culturelle ou d'enseignement ou de recherche, Ligue nationale de lutte contre les maladies cardio-vasculaires, Fonds National pour l'Action Culturelle, Comité olympique national marocain et ce, sans limitation du montant octroyé ; ➤ les dons en argent ou en nature octroyés aux œuvres sociales des entreprises publiques ou privées et des institutions prévues par la loi (dans la limite de 2 % du C.A.). 	<p>Les taux de la cotisation minimale sont de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 0,25 % pour les opérations effectuées par les sociétés commerciales portant sur : les produits pétroliers, le gaz, le beurre, l'huile, le sucre, la farine, l'eau, l'électricité. ➤ 0,5 % pour toutes les autres activités.

(*) : Le taux d'amortissement du coût d'acquisition des véhicules de transport de personnes ne peut être inférieur à **20 %** par an et la valeur totale fiscalement déductible ne peut être supérieure à **300. 000 DH TTC** par véhicule.

IMPOT	CARACTERISTIQUES DE L'IMPOT	DEDUCTIONS ET EXONERATIONS	TAUX								
<p>3^o/- Taxe professionnelle (T.P)</p>	<p>La taxe professionnelle s'applique à toute personne physique ou morale, de nationalité marocaine ou étrangère qui exerce une activité professionnelle au Maroc. Elle est établie sur la valeur locative des locaux professionnels et émise par voie de rôle.</p> <p>Base de calcul de la TP</p> <p>La TP est établie sur la valeur locative annuelle brute normale et actuelle des magasins, usines, ateliers, remises, chantiers et lieux de dépôts et de locaux, emplacements et aménagements servant à l'exercice d'activités professionnelles imposables.</p> <p>La VL ne peut être inférieure à 3 % du prix de revient des terrains, constructions, agencements, matériel et outillages.</p> <p>La valeur locative servant de base de calcul à la TP due au titre des terrains, bâtiments et leurs agencements, matériels et outillages, est limitée à la partie de leur prix de revient égale ou inférieure à 50 millions de dirhams.</p> <p><u>Cas des établissements hôteliers :</u></p> <p>La valeur locative servant de base au calcul de la T.P due par les établissements hôteliers est déterminée par application au prix de revient des constructions, matériels, outillages et aménagements de chaque établissement les coefficients suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 2 % lorsque le prix de revient (PR) est inférieur à 3.000.000 DH ; ➤ 1,50 % lorsque le P R est égal ou supérieur à 3.000.000 DH et inférieur à 6.000.000 DH ; ➤ 1,25 % lorsque le PR est égal ou supérieur à 6.000.000 DH et inférieur à 12.000.000 DH ; ➤ 1 % lorsque le PR est égal ou excède 12.000.000 DH. <p>Le produit de la TP est affecté à raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 80 % au budget des communes du lieu d'imposition ; • 10 % au profit des chambres de commerce, d'industrie et de services, des chambres d'artisanat et des chambres des pêches maritimes et leurs fédérations ; • 10 % au budget général de l'Etat au titre des frais de gestion. 	<p><u>Principales exonérations :</u></p> <p>Sont notamment exonérés de la taxe professionnelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les personnes exerçant dans la fonction publique ; ➤ les exploitants agricoles mais uniquement pour la vente en dehors de toute boutique ou magasin, des récoltes et fruits provenant de leur exploitation, ainsi que la vente de bétail qu'ils y élèvent ; ➤ les associations et organismes assimilés sans but lucratif ; ➤ les établissements d'enseignement ou de formation professionnelle pour les locaux affectés au logement et à l'instruction des élèves ; ➤ les O.P.C.V.M, O.P.C.R et F.P.C.T pour les activités exercées dans le cadre de leur objet légal ; ➤ Bank Al Maghrib, pour les terrains, constructions, matériels et outillages servant à la fabrication des billets et monnaies ; ➤ la Banque Africaine de Développement, la Banque Islamique de Développement, la Société financière Internationale, ainsi que les banques et les sociétés holding offshore ; ➤ les Agences pour la promotion et le développement économique et social ; ➤ les promoteurs immobiliers qui réalisent des logements sociaux dans le cadre d'une convention conclue avec l'Etat (2.500 logements), ainsi que ceux qui construisent des cités et résidences universitaires (500 chambres) ; <p>Par ailleurs, une réduction de 50 % du montant de la TP est accordée pour les redevables ayant leur domicile fiscal ou leur siège dans l'ex-province de Tanger et qui y exercent une activité principale.</p> <p>Toutefois, cette exonération ne s'applique pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aux établissements de crédit, BAM et la CDG ; • aux entreprises d'assurance et de réassurance ; • et aux agences immobilières. 	<p><u>Taux applicables :</u></p> <p>La taxe professionnelle est déterminée en appliquant à la valeur locative retenue les taux suivants :</p> <table border="1" data-bbox="1966 544 2175 823"> <thead> <tr> <th>Classe</th> <th>Taux</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Classe 3 (C3)</td> <td>10 %</td> </tr> <tr> <td>Classe 2 (C2)</td> <td>20 %</td> </tr> <tr> <td>Classe 1 (C1)</td> <td>30 %</td> </tr> </tbody> </table> <p><u>Droit minimum :</u></p> <p>Un droit minimum est perçu au titre de la TP variant entre 100 DH et 1.200 DH, selon qu'il s'agisse d'activités exercées dans des communes urbaines ou rurales.</p>	Classe	Taux	Classe 3 (C3)	10 %	Classe 2 (C2)	20 %	Classe 1 (C1)	30 %
Classe	Taux										
Classe 3 (C3)	10 %										
Classe 2 (C2)	20 %										
Classe 1 (C1)	30 %										

IMPOT	CARACTERISTIQUES DE L'IMPOT	EXONERATIONS	TAUX										
<p>4°/-Taxe d'habitation (T.H)</p>	<p>La taxe d'habitation s'applique aux immeubles bâtis et constructions de toute nature occupés en totalité ou en partie, par leurs propriétaires à titre d'habitation principale ou secondaire, ou mis gratuitement par lesdits propriétaires à la disposition de leur conjoint, ascendants ou descendants à titre d'habitation ;</p> <p>La TH s'applique à l'intérieur des périmètres des communes urbaines et leurs zones périphériques, des centres délimités et des stations estivales, hivernales et thermales.</p> <p>La TH est assise sur la valeur locative (VL) des immeubles déterminés par voie de comparaison par la commission de recensement. Elle est fixée d'après la moyenne des loyers pratiqués pour les habitations similaires situées dans le même quartier.</p> <p>Cependant, <u>un abattement de 75 %</u> est appliqué aux immeubles occupés à titre d'habitation principale par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le propriétaire ou usufruitier, le conjoint, les ascendants et descendants ; - les membres de sociétés immobilières transparentes et les co-indivisaires ; - les marocains résidents à l'étranger lorsqu'il est conservé à titre d'habitation principale ou occupé à titre gratuit par leur conjoint, ascendants ou descendants. <p>La VL est révisée tous les 5 ans par une augmentation de 2 %.</p> <p>Le produit de la TH est affecté à raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 90 % au budget des communes du lieu d'imposition; ➤ 10 % au budget général de l'Etat au titre des frais de gestion. 	<p>A - Exonérations permanentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les demeures royales, les immeubles appartenant à l'Etat, aux collectivités locales, aux œuvres privées d'assistance et de bienfaisance et aux associations reconnues d'utilité publique ; ➤ les biens habous, à l'exception des biens constitués en habous de famille ; ➤ les immeubles mis gratuitement à la disposition de certains organismes visés par la loi ; ➤ les immeubles appartenant à des Etats étrangers et affectés à usage de bureaux ou de logement à leurs ambassadeurs, ministres plénipotentiaires ou consuls au Maroc, sous réserve de réciprocité ; ➤ les immeubles appartenant à des organismes internationaux bénéficiant du statut diplomatique et affectés à usage de bureaux auxdits organismes ou au logement des chefs de mission accrédités au Maroc ; ➤ les immeubles improductifs de revenu qui sont affectés exclusivement à la célébration publique des différents cultes, à l'enseignement gratuit ou qui sont classés "monuments historiques" ; ➤ les immeubles situés dans l'ex province de Tanger bénéficient d'une réduction permanente de 50 %. <p>B - Exonérations temporaires :</p> <p>Les constructions nouvelles et additions de constructions réalisées par les personnes physiques à titre d'habitation principale bénéficient d'une exonération de la TH pour une période de 5 ans suivant la date de leur achèvement.</p>	<p>Taux applicables :</p> <p>Le barème de la TH est fixé comme suit :</p> <table border="1" data-bbox="1749 360 2175 700"> <thead> <tr> <th data-bbox="1749 360 2033 496">Valeur locative annuelle (En DH)</th> <th data-bbox="2033 360 2175 496">Taux</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="1749 496 2033 560">De 0 à 5.000</td> <td data-bbox="2033 496 2175 560">Exonéré</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1749 560 2033 600">De 5.001 à 20.000</td> <td data-bbox="2033 560 2175 600">10 %</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1749 600 2033 639">De 20.001 à 40.000</td> <td data-bbox="2033 600 2175 639">20 %</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1749 639 2033 700">Plus de 40.000</td> <td data-bbox="2033 639 2175 700">30 %</td> </tr> </tbody> </table> <p>La TH est établie par voie de rôle, au nom du propriétaire ou de l'usufruitier.</p>	Valeur locative annuelle (En DH)	Taux	De 0 à 5.000	Exonéré	De 5.001 à 20.000	10 %	De 20.001 à 40.000	20 %	Plus de 40.000	30 %
Valeur locative annuelle (En DH)	Taux												
De 0 à 5.000	Exonéré												
De 5.001 à 20.000	10 %												
De 20.001 à 40.000	20 %												
Plus de 40.000	30 %												

IMPOT	CARACTERISTIQUES DE L'IMPOT	EXONERATIONS	TAUX
5°/-Taxe de services communaux (T.S.C)	<p>La TSC s'applique aux immeubles bâtis et constructions de toute nature, au matériel, outillage et tout moyen de production relevant de la TP.</p> <p>Elle est assise sur la valeur locative, base de calcul de la TH ou la TP, y compris celle des immeubles temporairement exonérés. Lorsqu'il s'agit d'immeubles non soumis à la TH, la base imposable de la TSC est assise sur le montant global des loyers en cas de location, ou sur leur valeur locative lorsqu'ils sont mis gratuitement à la disposition de tiers.</p> <p>Le produit de la TSC est affecté comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 95 % au budget des communes ; ➤ 5 % au budget des régions. 	<p><u>Exonérations</u> :</p> <p>Ne sont pas soumis à la TSC, les redevables bénéficiant de l'exonération totale et permanente de la TH et de la TP, ainsi que les partis politiques et les centrales syndicales pour les immeubles appartenant à ces organismes et destinés à leurs sièges, à l'exclusion notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ des banques offshore et des sociétés holding offshore pour les immeubles occupés par leur siège ou agences ; ➤ des entreprises installées dans la zone franche du port de Tanger ; ➤ des OPCVM, FPCT et OPCR ; ➤ des coopératives et leurs unions ; ➤ de Bank Al Maghrib ; ➤ de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics pour les immeubles à usage d'habitation, à l'exclusion des logements de fonction. 	<p><u>Taux applicables</u></p> <p>Les taux de la TSC sont de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 10,5 % pour les immeubles situés dans le périmètre des communes urbaines et des centres délimités ; ➤ 6,5 % pour les immeubles situés dans les zones périphériques des communes urbaines.

LES AVANTAGES ACCORDES AUX PROMOTEURS IMMOBILIERS

Les promoteurs immobiliers, soumis à l'IS ou à l'IR selon le régime du RNR, qui réalisent dans le cadre d'une convention conclue avec l'Etat, assortie d'un cahier des charges, un programme de construction d'au moins 500 logements sociaux (dont la superficie couverte est comprise entre 50 et 100 m² et le prix de cession n'excède pas 250 000 DH H.T), répartie sur une période n'excédant pas 5 ans, bénéficient, au titre de l'ensemble de leurs actes, activités et revenus afférents à la réalisation desdits logements, de l'exonération des impôts, droits et taxes suivants :

- Impôt sur les sociétés ou impôt sur le revenu ;
- Droits d'enregistrement et de timbre ;
- Taxes prévues en faveur des collectivités locales : la taxe professionnelle et la taxe sur les terrains urbains non bâtis ;
- Droits de conservation foncière ;
- Taxe spéciale sur le ciment.

Le bénéfice de ces avantages est appliqué aux conventions conclues avec l'Etat conformément au cahier des charges précité au cours de la période allant du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2020 et ce, pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2010.

IMPOT	CARACTERISTIQUE DE L'IMPOT	DEDUCTIONS ET EXONERATIONS	TAUX
<p>II- TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (T.V.A)</p>	<p>1°/ <u>Champ d'application</u></p> <p>La TVA s'applique aux activités industrielles, artisanales, commerciales, aux professions libérales, ainsi qu'aux opérations d'importation.</p> <p>Les commerçants détaillants sont obligatoirement imposables lorsque le chiffre d'affaires (CA) réalisé au cours de l'année est supérieur ou égal à 2.000.000 DH.</p> <p>2°/ <u>Base imposable</u></p> <p>Le <i>CA imposable</i> comprend le prix des marchandises, des travaux ou des services et les recettes accessoires qui s'y rapportent, ainsi que les frais, droits et taxes y afférents, à l'exception de la TVA.</p> <p>Le CA est constitué pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ pour les opérations de promotion immobilière, par le prix de cession de l'ouvrage, diminué du prix du terrain actualisé par référence aux coefficients afférents aux profits immobiliers. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'immeuble destiné autrement qu'à la vente, la base d'imposition est constituée par le prix de revient de la construction ; ▪ pour les opérations de lotissement, par le coût des travaux d'aménagement et de viabilisation ▪ pour les opérations d'échange ou de livraison à soi-même, par le prix normal des marchandises, des travaux, ou des services au moment de la réalisation des opérations ; ▪ pour les opérations réalisées par les banques, par le montant des intérêts, escomptes, agios et autres produits. <p>3°/ <u>Déclarations</u></p> <p>a - <u>Mensuelle</u> :</p>	<p>Deux types d'exonérations sont prévus par la loi:</p> <p>1°) <u>Exonérations sans droit à déduction (SDD)</u> :</p> <p>Elles portent notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ les produits de première nécessité (pain, couscous, farine, lait, poisson, viande, etc.) ; ▪ les ventes de médicaments anticancéreux et antiviraux se rapportant aux hépatites B et C ; ▪ les livres et journaux ; ▪ les ventes et prestations réalisées par les fabricants ou prestataires qui réalisent un CA annuel inférieur ou égal à 500.000 DH ; ▪ les livraisons à soi-même de constructions destinées à l'habitation personnelle dont la superficie couverte est inférieure ou égale à 300 m² ; ▪ les prestations fournies par les médecins, médecins dentistes, masseurs kinésithérapeutes, orthoptistes, orthophonistes, sages-femmes, les exploitants de cliniques, maisons de santé ou de traitement et exploitants de laboratoires d'analyses médicales ; ▪ les intérêts des prêts accordés par les sociétés de financement et les établissements de crédit aux étudiants de l'enseignement privé et à la formation professionnelle ; ▪ les opérations et les intérêts afférents aux avances et prêts consentis à l'Etat (celles consenties aux collectivités locales deviennent taxables) ; ▪ les ventes portant sur les appareillages spécialisés destinés aux handicapés, sur les tapis d'origine artisanale de production locale ; ▪ les prestations fournies par les associations à but non lucratif reconnues d'utilité publique, les sociétés mutualistes, les institutions sociales des salariés, etc ; ▪ les opérations réalisées, sous certaines conditions, par les coopératives et leurs unions légalement constituées dont les statuts, le fonctionnement et les opérations sont reconnus conformes à la législation et à la réglementation en vigueur régissant la catégorie à laquelle elles appartiennent. Toutefois, l'exonération ne s'applique pas aux opérations de prestations de services réalisées par les organismes susvisés et à celles à caractère industriel et commercial lorsque le CA est supérieur ou égal à 5.000.000 DH. ▪ Les opérations de crédit que les associations de micro crédit effectuent au profit de leur clientèle et ce, du 01/01/2006 au 31/12/2010. ▪ Les métaux de récupération. 	<p><u>Taux applicables :</u></p> <p>1°/- <u>4 TAUX AD VALOREM :</u></p> <p>a- Taux normal de 20 % ;</p> <p>b- Taux de 14 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Avec droit à déduction pour le thé, le beurre, le transport, l'électricité, les véhicules utilitaires légers économiques, les cyclomoteurs économiques, les chauffe-eau solaires, etc. ➤ Sans droit à déduction pour les prestations de services rendues par les agents et courtiers d'assurance. <p>c- Taux de 10 % ADD applicable notamment aux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ opérations de fourniture de logement et de restauration réalisées par les hôtels et ensembles immobiliers à destination touristique ; ➤ ventes de denrées alimentaires ou de boissons à consommer sur place réalisées dans les restaurants ainsi que celles fournies par les prestataires de services au personnel salarié des entreprises ; ➤ huiles alimentaires ; ➤ riz, pâtes alimentaires et sel de cuisine ; ➤ gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux ainsi qu'aux huiles de pétrole ou de schistes ; ➤ opération de banque et de crédit (y compris les opérations et les intérêts afférents aux avances et prêts

<p>T.V.A (suite)</p>	<p>➤ pour les redevables dont le CA taxable réalisé au cours de l'année atteint ou dépasse 1.000.000 DH ;</p> <p>➤ pour toute personne n'ayant pas d'établissement stable au Maroc et y effectuant des opérations imposables.</p> <p>A compter du 1^{er} janvier 2011, les contribuables imposés sous ce régime doivent déposer, avant le 20 de chaque mois, auprès du receveur de l'administration fiscale, la déclaration de CA réalisé au cours du moi précédent et verser, en même temps la taxe correspondante.</p> <p>Ceux qui effectuent leur déclaration par procédé électronique continuent à la souscrire avant l'expiration de chaque mois.</p> <p><i>b- Trimestrielle :</i></p> <p>➤ les redevables dont le CA taxable réalisé au cours de l'année écoulée est inférieur à 1.000.000 DH ;</p> <p>➤ les redevables exploitant des établissements saisonniers, ainsi que ceux exerçant une activité périodique ou effectuant des opérations occasionnelles ;</p> <p>➤ les nouveaux redevables pour la période de l'année civile en cours ;</p> <p>➤ Les redevables susvisés peuvent, sur option, avant le 31 janvier, être imposés sous le régime de la déclaration mensuelle.</p> <p>A compter du 1^{er} janvier 2011, les contribuables imposés sous ce régime doivent déposer, avant le 20 du premier mois de chaque trimestre, auprès du receveur de l'administration fiscale, la déclaration de CA réalisé au cours du trimestre écoulé et verser, en même temps la taxe correspondante.</p>	<p>2°) Exonérations avec droit à déduction (ADD) :</p> <p>Elles concernent essentiellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ les produits livrés et les prestations de services rendues à l'exportation par les assujettis ; ▪ les marchandises placées sous les régimes suspensifs en douane ; ▪ les engrais ; ▪ le matériel agricole (biens d'équipement, produits phytosanitaires, polymères, etc.) ; ▪ les opérations de vente, de réparation et de transformation portant sur les bâtiments de mer ; ▪ les biens d'investissement à inscrire dans un compte d'immobilisation, acquis par les assujettis, pour une durée de 24 mois à compter de la date de leur début d'activité ; ▪ les biens d'équipement acquis par les établissements d'enseignement privé ou de formation professionnelle, pour une durée de 24 mois à compter de la date de leur début d'activité ; ▪ les véhicules neufs acquis par les exploitants de taxis ; <p>les opérations de cessions de logements sociaux à usage d'habitation principale dont la superficie couverte est comprise entre 50 et 100 m² et le prix de cession n'excède pas 250 000 DH H.T. La LF 2010 a prévu le versement par le receveur de l'administration fiscale, sous certaines conditions, au profit des acquéreurs du logement social par le biais du notaire chargé de passer l'acte d'acquisition, d'une partie du prix de vente égale au montant de la TVA grevant l'acquisition du logement social.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ les opérations de transport international et les prestations de services qui lui sont liées ; ▪ les acquisitions par les entreprises de transport international routier d'autocars, de camions et de biens d'équipement y afférents (aussi bien à l'intérieur qu'à l'importation), pour une durée de 24 mois à compter de la date de leur début d'activité ; ▪ certaines opérations et activités de Bank Al Maghrib ; ▪ les biens et services nécessaires à la production de films tournés au Maroc, acquis par des sociétés étrangères ; ▪ Les marchandises, travaux ou prestations qu'acquièrent ou dont bénéficient auprès d'assujettis à la taxe, les missions diplomatiques ou consulaires et leurs membres accrédités au Maroc, ayant le statut diplomatique. Cette exonération concerne également les organisations internationales et régionales, ainsi que leurs membres accrédités au Maroc qui bénéficient du statut diplomatique (sous réserve de réciprocité). 	<p>consentis aux collectivités locales et le produit financier alternatif Mourabaha) et les commissions de change ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ transactions portant sur les actions et parts sociales émises par les OPCVM ; ➤ transactions relatives aux valeurs mobilières effectuées par les sociétés de bourse ; ➤ opérations réalisées par le FEC et celles afférentes aux emprunts et avances accordés audit fonds ; ➤ opérations effectuées par certaines professions libérales (avocats, interprètes, notaires, vétérinaires, etc..) ; ➤ péage dû sur les autoroutes. <p>d- Taux réduit de 7 % ADD pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ certains produits de large consommation (eau, conserves de sardines, lait en poudre, fournitures scolaires et leurs intrants, produits pharmaceutiques et leurs intrants, etc.) ; ➤ le sucre raffiné ou aggloméré ; ➤ les aliments de bétail ; ➤ la voiture économique et tous les produits et matières entrant dans sa fabrication, ainsi que les prestations de montage de ladite voiture sous réserve des conditions prévues par la loi.
--	--	---	---

IMPOT	CARACTERISTIOQUES DE L'IMPOT	DEDUCTIONS ET EXONERATIONS	TAUX
<p>T.V.A (suite)</p>	<p>- <u>Télédéclaration et télépaiement</u></p> <p>Les contribuables peuvent souscrire, auprès de l'administration fiscale, par procédés électroniques, les déclarations et les versements prévus par la loi.</p> <p>Toutefois, sont tenues de souscrire leurs déclarations par procédé électronique :</p> <p>➤ à compter du 1^{er} janvier 2010, les entreprises dont le chiffre d'affaires est égal ou supérieur à 100 millions dirhams H.T;</p> <p>➤ à compter du 1^{er} janvier 2011, les entreprises dont le chiffre d'affaires est égal ou supérieur à 50 millions de dirhams H.T.</p>	<p>Sont également exonérés avec droit à déduction :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les produits et équipements pour hémodialyse, ainsi que les médicaments destinés au traitement des maladies cardio-vasculaires, du diabète, de l'asthme et du SIDA ; • les biens, marchandises, travaux et prestations de services destinés à être livrés à titre de dons par les personnes physiques ou morales marocaines ou étrangères, à l'Etat, aux collectivités locales, aux établissements publics et aux associations reconnues d'utilité publique s'occupant des conditions sociales et sanitaires des personnes handicapées ou en situation précaire et ce, aussi bien à l'intérieur qu'à l'importation ; • les biens et marchandises, travaux et prestations de services destinés à être livrés à titre de dons dans le cadre de la coopération internationale, à l'Etat, aux CL, aux établissements publics et aux associations reconnues d'utilité publique par les gouvernements étrangers ou par les organisations internationales ; • les biens et marchandises, travaux et prestations de services destinés à être livrés à titre de dons aux gouvernements étrangers par le gouvernement marocain ; • les biens et marchandises, travaux et prestations de services financés par des dons de l'UE ; • les biens d'équipement, matériels et outillages acquis localement ou à l'importation par les associations à but non lucratif s'occupant de personnes handicapées et par le Croissant Rouge Marocain ; • les opérations de construction de cités, résidences et campus universitaires, d'une capacité d'au moins 250 chambres, réalisées par toute personne physique ou morale (la LF 2010 prévoit l'abrogation de ces avantages à compter du 1^{er} janvier 2011) ; • les opérations de construction de mosquées ; • les biens d'équipement, outillages et matériels acquis par les diplômés de la formation professionnelle, pour une durée de 24 mois à compter de leur début d'activité ; • les actes, activités ou opérations réalisés par l'Agence spéciale Tanger- Méditerranée ; • les biens et marchandises, dont la valeur totale est supérieure ou égale à 2.000 DH, acquis à l'intérieur par les personnes physiques non résidentes, au moment de quitter le territoire marocain. Sont toutefois exclus les produits alimentaires, tabacs, médicaments, pierres précieuses, etc. ; • les opérations d'acquisition de biens, matériels et marchandises nécessaires à l'accomplissement de leurs missions, effectuées par la Fondation Hassan II pour la lutte contre le cancer, la Ligue Nationale de lutte contre les maladies cardiovasculaires, la Banque Islamique de Développement, la Fondation Mohamed VI de promotion des œuvres sociales de l'éducation et la formation, ainsi que les opérations réalisées par l'Université Al Akhawayne d'Ifrane. 	<p>2°/-3 taux spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 100 DH par hectolitre de vin ; ▪ 4 DH par gramme d'or ou de platine ; ▪ 0,05 DH par gramme d'argent.

<p>III– DROITS D’ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE</p> <p>1°/- Droits d’Enregistrement (D.E)</p>	<p>L’enregistrement est une formalité à laquelle sont soumis les actes et conventions, soit obligatoirement, soit sur option</p> <p>Les droits d’enregistrement (DE) sont composés d’un droit fixe et de droits proportionnels.</p> <p>Les principales opérations assujetties aux DE sont :</p> <p>I - <u>Enregistrement obligatoire</u> :</p> <p>A- <u>Toutes conventions, écrites ou verbales quelle que soit la forme de l’acte qui les constate, sous seing privé (SSP) ou authentique portant sur:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les mutations entre vifs, à titre gratuit ou onéreux, telles que vente, donation ou échange d’immeubles ou de droits réels immobiliers, de fonds de commerce ou de clientèle, de parts dans les groupements d’intérêt économique, d’actions et de parts dans les sociétés non cotées en bourse bourse (quelque soit la forme juridique de la société) et d’actions ou parts dans les sociétés immobilières ; ▪ Les baux à rente perpétuelle de biens immeubles et baux emphytéotiques ; 	<p><u>Principales exonérations :</u></p> <p>I - <u>Actes présentant un intérêt public, dont principalement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les acquisitions par les Etats étrangers d’immeubles destinés à l’installation de leur représentation diplomatique ou consulaire au Maroc ou à l’habitation du chef de poste, à condition que la réciprocité soit accordée à l’Etat marocain ; ▪ Les locations et cessions de droits d’eau ; ▪ Les actes et écrits relatifs au recouvrement forcé des créances publiques ; ▪ Les actes et écrits faits en exécution de la loi n° 7-81 relative à l’expropriation pour cause d’utilité publique. <p>II - <u>Actes concernant les collectivités publiques :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les acquisitions de l’Etat, les échanges, les donations et conventions qui lui profitent, les constitutions de biens Habous, les conventions de toute nature passées par les Habous avec l’Etat ; ▪ Les acquisitions et échanges d’immeubles effectués par les collectivités locales et destinés à l’enseignement public, à l’assistance et à l’hygiène sociales, ainsi qu’aux travaux d’urbanisme et aux constructions d’intérêt communal. <p>III - <u>Actes présentant un intérêt social :</u></p> <p>Il s’agit essentiellement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les contrats de louage de services ; ▪ Les actes d’acquisition d’immeubles strictement nécessaires à l’accomplissement de leur objet par les associations à but non lucratif s’occupant de personnes handicapées ; ▪ Les actes afférents à l’activité et aux opérations de la société Sala Al Jadida, la société Nationale d’Aménagement Collectif (SONADAC) se rapportant à 	<p>I- <u>Droits proportionnels : 1%, 1,5%, 3% et 6%.</u></p> <p>A- <u>Sont principalement soumis au taux de 6 % :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les mutations entre vifs à titre onéreux ou gratuit d’immeubles ou de droits réels portant sur de tels immeubles, de propriété, de nue propriété ou d’usufruit de fonds de commerce ou de clientèle ; ▪ Les cessions, à titre gratuit ou onéreux, d’actions ou de parts sociales des sociétés immobilières transparentes et à prépondérance immobilière ; ▪ Les baux à rentes perpétuelles de biens immeubles, baux emphytéotiques, ceux à vie et ceux dont la durée est illimitée ; ▪ Les cessions de droit au bail ou du bénéfice d’une promesse de bail. <p>B- <u>Sont principalement soumis au taux de 3 % :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les cessions de parts dans les G.I.E, d’actions ou de parts sociales dans les sociétés autres que celles dites transparentes ou à prépondérance immobilière ; ▪ L’acquisition de locaux construits, par des personnes physiques ou morales autres que les établissements de crédit, Bank Al-Maghrib, la Caisse de dépôt et de gestion et les sociétés d’assurances et de réassurances, que ces locaux soient à usage d’habitation, commercial, professionnel ou administratif ; ▪ L’acquisition, à titre onéreux, de terrains nus ou comportant des constructions destinées à être démolies et réservés à la réalisation d’opérations de lotissement ou de construction de locaux à usage d’habitation, commercial, professionnel ou administratif, dans un délai de 7 ans à compter de la date d’acquisition ; ▪ Les adjudications, ventes, reventes, cessions, rétrocessions, marchés et tous autres actes civils ou judiciaires translatifs de propriété, à titre gratuit ou onéreux, de biens meubles. <p>C- <u>Sont principalement soumis au taux de 1,5 % :</u></p>
--	---	--	--

<p>D.E (suite)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les cessions d'un droit au bail portant sur tout ou partie d'un immeuble ; ▪ Les baux, cession de baux, sous-location d'immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce. <p>B- <u>Tous actes sous seing privé ou authentiques portant sur :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La constitution ou mainlevée d'hypothèque cession ou délégation de créance hypothécaire ; ▪ La constitution, augmentation de capital, prorogation ou dissolution de sociétés ou de groupements d'intérêt économique, ainsi que tous actes modificatifs du contrat ou des statuts ; ▪ La cession d'actions cotées en bourse ; ▪ Le partage de biens meubles ou immeubles ; ▪ L'antichrèse de biens immeubles ; <p>C- <u>Les autres actes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les actes authentiques établis par les notaires et les adoul ; ▪ Les décisions de justice, les actes judiciaires et extrajudiciaires des greffiers et les sentences arbitrales qui sont passibles du droit proportionnel d'enregistrement ; ▪ Les ventes de produits forestiers. <p>II - <u>Enregistrement sur option :</u></p>	<p>la réalisation de logements sociaux destinés au recasement des habitants de l'ancienne médina de Casablanca ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les actes et mutations établis par les organismes à but non lucratif prévus par la loi (Entraide Nationale, Croissant rouge, etc.). <p>NB : La LF 2010 a supprimé l'exonération des acquisitions de la CNSS et de la CIMR, des actes intéressant les sociétés mutualistes et les institutions sociales des salariés et des actes de constitution et de dissolution des coopératives d'habitation ainsi que des actions et des obligations émises par elles.</p> <p>IV - <u>Actes relatifs à l'investissement :</u></p> <p>Il s'agit notamment des actes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les acquisitions par les promoteurs immobiliers, personnes morales ou physiques relevant du régime du RNR, de terrains nus ou comportant des constructions destinées à être démolies et réservés à la réalisation d'opérations de construction de cités, résidences ou campus universitaires (la LF 2010 prévoit l'abrogation de cette exonération à compter du 1^{er} janvier 2011) ou de logements à faible valeur immobilière (50 à 60 m2 et 140.000 DH) sous réserve des conditions prévues par la loi ; ▪ Les acquisitions de terrains par les promoteurs immobiliers qui concluent une convention avec l'Etat pour la réalisation d'un programme de construction de 500 logements sociaux, sur une période n'excédant pas 5 ans. ▪ Les actes de constitution et d'augmentation de capital des sociétés installées dans les zones franches d'exportation, des banques et des sociétés holding ; ▪ Les acquisitions d'immeubles par les entreprises installées dans les zones franches, les banques et sociétés holdings ; ▪ Les actes relatifs aux variations du capital et aux modifications des statuts ou des règlements de gestion des OPCVM ; ▪ Les actes relatifs à la constitution des Fonds de placements collectifs en titrisation, à l'acquisition 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ les cessions, à titre gratuit, d'immeubles ou de droits réels immobiliers, de fonds de commerce ou de clientèle, de parts dans les GIE, de parts ou d'actions dans les sociétés immobilières transparentes ou à prépondérance immobilière, lorsqu'elles interviennent en ligne directe, entre époux ou entre frères et soeurs ; ▪ les partages de biens meubles ou immeubles entre copropriétaires, cohéritiers et coassociés, à quelque titre que ce soit. Toutefois, lorsque le partage comporte une soulte ou une plus-value, les droits sur ce qui en est l'objet sont perçus aux taux prévus pour les mutations à titre onéreux, au prorata de la valeur respective des différents biens compris dans le lot comportant la soulte ou la plus-value ; ▪ les antichrèses et nantissements de biens immeubles ; ▪ les actes portant constitution d'hypothèque ou de nantissement sur un fonds de commerce, en garantie d'une créance actuelle ou éventuelle ; ▪ les louages d'industrie, marchés pour constructions, réparations et entretiens et tous autres biens meubles susceptibles d'estimation faits entre particuliers et qui ne contiennent ni vente, ni promesse de livrer des marchandises, denrées ou autres biens meubles. <p>D- <u>Sont principalement soumis au taux de 1 % :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ les cessions d'obligations dans les sociétés ou entreprises et d'obligations des collectivités locales et des établissements publics ; ▪ les cautionnements de sommes, valeurs et objets mobiliers, les garanties mobilières et les indemnités de même nature ; ▪ Les constitutions ou augmentations de capital des sociétés ou des GIE réalisées par apports nouveaux, à titre pur et simple ; ▪ les marchés de l'Etat dont le prix doit être payé par le Trésor public ; ▪ les inventaires établis après décès. <p>II- <u>Minimum de perception :</u></p> <p>Un minimum de 100 DH est perçu pour les actes et mutations passibles des droits proportionnels. Ce montant est porté à 1.000 DH en ce qui concerne les actes de constitution et</p>
--------------------------------------	---	--	--

<p>D.E (suite)</p>	<p>Les actes autres que ceux visés au I ci-dessus peuvent être enregistrés sur réquisition des parties à l'acte ou de l'une d'entre elles.</p> <p>III – Base imposable</p> <p>La base imposable en matière de D.E est déterminée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ pour les ventes et autres transmissions à titre onéreux, par le prix exprimé et les charges qui peuvent s'y ajouter ; ▪ pour les mutations entre vifs et à titre gratuit, par l'évaluation souscrite par les parties de la valeur des biens donnés, sans déduction des charges ; ▪ pour les échanges, par l'estimation du bien dont la valeur est la plus élevée ; ▪ pour les partages de biens meubles ou immeubles, par le montant de l'actif net à partager ; ▪ pour les titres constitutifs de propriété, par la valeur des immeubles qui en font l'objet ; ▪ pour le droit d'apport en société, à titre pur et simple, par le montant ou la valeur de l'apport ; ▪ pour les cessions d'actions ou de parts sociales, par le montant de la valeur négociée. 	<p>d'actifs, à l'émission et à la cession d'obligations et de parts, à la modification des règlements de gestion et aux autres actes relatifs au fonctionnement desdits fonds conformément aux textes réglementaires en vigueur ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les actes relatifs aux variations du capital et aux modifications des statuts ou des règlements de gestion des OPCR ; ▪ Les opérations d'apport, ainsi que les prises en charge du passif résultant de la transformation d'un établissement public en société anonyme ; ▪ Les actes d'hypothèque consentis en garantie du paiement de la TVA, ainsi que la mainlevée délivrée par le receveur de l'administration fiscale. ▪ La prise en charge du passif dans les opérations de scission réalisées entre le 01/01/2010 et le 31/12/2012. <p>NB: La LF 2010 a supprimé l'exonération des actes d'acquisition par les sociétés de crédit-bail immobilier et des échanges d'immeubles agricoles contigus situés à l'extérieur du périmètre urbain, ainsi que des actes, activités ou opérations des Agences pour la promotion et le développement économique et social des provinces du nord, du sud et de l'oriental du Royaume.</p> <p>V - Actes relatifs aux opérations de crédit :</p> <p>Ce sont essentiellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ les actes concernant les opérations effectuées par la Banque Africaine de Développement et la Banque Islamique de Développement et ses succursales ; ▪ les actes d'avances sur titres de fonds d'Etat et de valeurs émises par le Trésor ; ▪ les actes constatant les opérations de crédit passées entre des particuliers et des organismes bancaires, ainsi que les opérations de crédit immobilier conclues entre les particuliers et les sociétés de financement et celles passées entre les entreprises et leurs salariés ou entre les associations des œuvres sociales du secteur public, semi-public ou privé et leurs adhérents pour l'acquisition ou la construction de leur habitation principale. 	<p>d'augmentation de capital des sociétés et des groupements d'intérêt économique.</p> <p>III- Droits fixes</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Est soumis au droit fixe de 1 000 DH l'acte constatant l'apport du patrimoine professionnel d'une personne physique à une société. ➤ Sont notamment enregistrés au droit fixe de 200 DH : <ul style="list-style-type: none"> ▪ les renoncations à l'exercice du droit de chefaâ ou de sefqa. Il est dû un droit par co-proprétaire renonçant ; ▪ les testaments, révocations de testaments et tous actes de libéralité qui ne contiennent que des dispositions soumises à l'événement du décès ; ▪ les résiliations pures et simples faites dans les vingt quatre heures des actes résiliés et présentés dans ce délai à l'enregistrement ; ▪ les actes qui ne contiennent que l'exécution, le complément et la consommation d'actes antérieurement enregistrés ; ▪ les marchés et traités réputés actes de commerce ; ▪ les baux et locations, cessions de baux et sous-locations d'immeubles ou de fonds de commerce ; ▪ les actes de prorogation ou de dissolution de sociétés ou de GIE qui ne portent ni obligation, ni libération, ni transmission de biens meubles ou immeubles entre les associés, les membres des GIE ou autres personnes et qui ne donnent pas ouverture au droit proportionnel ; ▪ les actes de constitution sans capital de GIE ; ▪ les contrats de crédit-bail immobilier relatifs aux locaux à usage professionnel ou d'habitation, leur résiliation en cours de bail par consentement mutuel des parties, ainsi que les cessions de ces locaux au profit des preneurs figurant dans les contrats susvisés; ▪ les actes relatifs aux opérations de crédit réalisées entre les sociétés de financement et les particuliers ; ▪ les actes de constitution et de mainlevée d'hypothèques et de nantissement sur fonds de commerce.
--------------------------------------	--	---	--

<p>2°/- Droits de Timbre (D.T)</p>	<p>Il existe 2 catégories de droits de timbre :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les droits proportionnels ; ➤ les droits fixes. 	<p><u>Principales exonérations :</u></p> <p>Sont exonérés des droits de timbre, les actes et écrits exonérés des D.E., ainsi que les actes et écrits suivants :</p> <p><u>I- Actes établis dans un intérêt public ou administratif :</u></p> <p>Ce sont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ les actes de l'autorité publique ayant le caractère législatif ou réglementaire, les extraits, copies, expéditions ou brevets desdits actes délivrés à l'administration publique, les minutes des arrêtés, décisions et délibérations, les registres et documents d'ordre intérieur des administrations publiques ; ▪ les quittances d'impôt et taxes ; ▪ les registres exclusivement consacrés à l'immatriculation ou à la rédaction des titres de propriété ; ▪ les diplômes d'études ; ▪ les bordereaux de prix, plans et devis ; ▪ les certificats médicaux destinés à une administration publique. <p><u>II- Actes et écrits relatifs à la comptabilité publique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ les ordonnances et mandats de paiement ; ▪ toutes quittances de sommes payées par chèque bancaire ou postal, par virement bancaire ou postal ; ▪ les états, livres et registres de comptabilité. 	<p><u>I - Droits proportionnels</u></p> <p>Deux taux proportionnels : 5 % et 0,25 %.</p> <p><u>A - Sont soumis au taux de 5 % :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ les annonces publicitaires sur écran, quels que soient leur forme et leur mode. <p><u>B - Sont soumis au taux de 0,25 % :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ les quittances pures et simples ou acquies donnés au pied des factures et mémoires, reçus ou décharges de sommes et tous titres qui emportent libération ou décharge. <p><u>II - Droit fixes</u></p> <p><u>A - Sont soumis au droit fixe de 1.000 DH :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ le procès verbal de réception par type de véhicules automobiles et véhicules remorqués pesant en charge plus de 1.000 Kg. <p><u>B - Sont soumis au droit fixe de 500 DH :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ la carte d'immatriculation dans la série W 18 et chaque renouvellement ; ▪ le procès verbal de réception, par type, de véhicules chenilles, de tracteurs à pneus et de machines agricoles automobiles non susceptibles de dépasser la vitesse horaire de 30 kilomètres. <p><u>C- Sont principalement soumis au droit fixe de 300 DH :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ les passeports, les permis de chasse et les permis de conduire. <p><u>D- Sont principalement soumis au droit fixe de 200 DH :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ les licences et autorisations des établissements de débits de boissons alcoolisées ;
---	--	---	---

<p>D.T (suite)</p>		<p>III- <u>Actes et écrits relatifs à l'état civil</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ les registres de l'état civil, les actes et documents établis ou produits pour l'établissement ou la rectification de l'état civil ; ▪ les actes se rapportant à la constitution et au fonctionnement du conseil de famille, ainsi qu'à la gestion de la tutelle ; ▪ les actes établis par les Adoul et les notaires hébraïques se rapportant au statut personnel. <p>IV- <u>Actes et écrits judiciaires ou extra judiciaires</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ les actes et décisions d police générale et de vindicte publique ; ▪ les mémoires et requêtes, les minutes des décisions de justice, les actes judiciaires et extrajudiciaires des secrétaires greffiers non obligatoirement soumis à l'enregistrement, les actes de procédure établis par les greffes ou les huissiers de justice, ainsi que les registres tenus dans les différentes sections des juridictions ; ▪ les arrêts et actes de la Cour des comptes et des Cours régionales des comptes. <p>V- <u>Actes relatifs aux opérations de crédit</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ les actes constatant les avances consentis par le Trésor ; ▪ les chèques bancaires, les chèques et mandats postaux et les acquits y opposés, ainsi que les acquis apposés sur les effets négociables. <p>VI- <u>Actes présentant un intérêt social</u> :</p> <p>Ce sont notamment :</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ les permis de port d'armes ; ▪ le permis international de conduire. <p>E - <u>Sont principalement soumis au droit fixe de 100 DH</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ les titres de séjour des étrangers ; ▪ les passeports délivrés aux pèlerins des lieux saints de l'Islam. <p>F - <u>Sont soumis au droit fixe de 75 DH</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ la carte nationale d'identité électronique. <p>G - <u>Sont soumis au droit fixe de 50 DH</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ le certificat de visite périodique des véhicules automobiles ; ▪ le récépissé de déclaration de mise en circulation de véhicules à moteur (carte grise) ; ▪ les titres d'importation dont la valeur excède 2.000 DH ; ▪ l'immatriculation et la mutation des véhicules à chenilles, des tracteurs à pneus et des machines agricoles automobiles non susceptibles de dépasser la vitesse horaire de 30 kilomètres. ▪ Le duplicata pour perte ou détérioration de récépissé de déclaration des mêmes véhicules. <p>H - <u>Sont soumis au droit fixe de 30 DH:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ les fiches anthropométriques. <p>I - <u>Sont principalement soumis au droit fixe de 20 DH</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ les certificats de vaccination délivrés aux voyageurs au départ du Maroc ; ▪ les livrets maritimes individuels ; ▪ les procès-verbaux de constat dressés à l'occasion d'accidents de circulation ; ▪ tous actes, documents et écrits constatant un fait juridique ou un lien de droit qui ne relèvent pas d'un droit spécifique différent ;
--------------------------------------	--	---	--

- les actes et documents à caractère administratif délivrés aux indigents, les quittances que ces indigents délivrent au titre des secours et des indemnités pour les incendies, inondations et autres cas fortuits ;
- les titres de voyage institués au profit des réfugiés et apatrides ;
- les quittances des souscriptions suite à un appel à la générosité publique ;
- les conventions collectives de travail, les contrats de louage de services ou de travail, les cartes et certificats de travail, les livrets des ouvriers, les bulletins de paie et toutes autres pièces justificatives du paiement du salaire desdits ouvriers ;
- les certificats, actes de notoriété et autres pièces relatives à l'exécution des opérations de la Caisse nationale de retraites et d'assurances ;
- les actes intéressant les sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles ;
- les contrats d'assurance passés par les sociétés d'assurances, les sociétés mutuelles et tous autres assureurs, ainsi que tous actes ayant exclusivement pour objet la formation, la modification ou la résiliation amiable desdits contrats ;
- les billets de transport public urbain de voyageurs.

▪ **le procès verbal de réception, à titre isolé, des véhicules à chenilles, tracteurs et machines agricoles cités plus haut.**

J - Sont principalement soumis au droit fixe de 5 DH :

- les effets de commerce négociables ;
- les titres de voyages au profit des réfugiés et apatrides.

K - Sont principalement soumis au droit fixe de 1 DH :

- les reçus purs et simples ;
- les reçus constatant un dépôt d'espèces effectué auprès d'un établissement de crédit ou une société de bourse ;
- les titres de transport de marchandises ou de colis postaux.

L - Sont soumis à un droit fixe spécifique :

Lors de leur première immatriculation au Maroc, les véhicules à moteur assujettis à la taxe spéciale annuelle sur les véhicules automobiles. Ce tarif est fixé comme suit :

PUISSANCE FISCALE				
Catégorie de véhicules	Inférieure à 8 C.V	De 8 à 10 C.V	De 11 à 14 C.V	Sup. ou égale à 15 C.V
Montant (En DH)	1.000	2.000	3.000	4.000

IMPOT	CARACTERISTIQUES DE L'IMPOT	EXONERATIONS	TAUX																				
<p>Taxe spéciale annuelle sur les véhicules automobiles (TSAVA)</p>	<p>La TSAVA s'applique aux véhicules automobiles définis à l'article 20 de l'arrêté du 24 janvier 1953 sur la police de la circulation et du roulage, immatriculés au Maroc.</p> <p>Elle doit être payée au cours du mois de janvier de chaque année.</p> <p>Toutefois, pour les véhicules mis en circulation en cours d'année, la taxe doit être payée dans le mois courant à compter de la date du récépissé de dépôt du dossier pour la délivrance de la carte grise.</p>	<p>Exonérations :</p> <p>Sont exonérés de la TSAVA :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les véhicules destinés au transport en commun de personnes ; ➤ les véhicules utilitaires pesant en charge plus de 3 000 kilos ; ➤ les automobiles de places ou taxis régulièrement autorisés ; ➤ les motocycles à deux roues avec ou sans side-car, ainsi que les tricycles à moteur quelle que soit leur cylindrée ; ➤ les engins spéciaux de travaux publics ; ➤ les tracteurs ; ➤ les véhicules dont les propriétaires bénéficient de privilèges diplomatiques, sous réserve de réciprocité ; ➤ les véhicules propriété du « Croissant rouge » ; ➤ les véhicules propriété de « l'Entraide nationale » ; ➤ les véhicules d'occasion acquis par les négociants de l'automobile, assujettis à la taxe professionnelle, en vue de les remettre en vente, pour la période allant de leur acquisition jusqu'à leur revente, ainsi que ceux immatriculés dans la série W 18 ; ➤ les véhicules saisis judiciairement ; ➤ les véhicules ayant plus de 25 ans d'âge ; ➤ les véhicules appartenant à l'Etat (ambulances, véhicules de la DGSN, des Forces auxiliaires, de la protection civile et les véhicules militaires). 	<p>Tarif applicable :</p> <p>A compter du 1^{er} janvier 2010, le tarif de la TSAVA est fixé comme suit :</p> <table border="1" data-bbox="1435 392 2107 956"> <thead> <tr> <th colspan="5">PUISSANCE FISCALE</th> </tr> <tr> <th></th> <th>Inférieure à 8 C.V</th> <th>De 8 à 10 C.V</th> <th>De 11 à 14 C.V</th> <th>Sup. ou égale à 15 C.V</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Véhicules à Essence (Montant en DH)</td> <td>350</td> <td>650</td> <td>2.000</td> <td>4.000</td> </tr> <tr> <td>Véhicules à gasoil (Montant en DH)</td> <td>700</td> <td>1.500</td> <td>5.000</td> <td>10.000</td> </tr> </tbody> </table> <p>Toutefois, les véhicules utilitaires (pick-up) à moteur gasoil appartenant à des personnes physiques, sont passibles de la taxe au même tarif que les véhicules à essence.</p> <p>A noter que la délivrance d'un duplicata de TSAVA donne lieu au paiement d'une taxe de 100 DH.</p>	PUISSANCE FISCALE						Inférieure à 8 C.V	De 8 à 10 C.V	De 11 à 14 C.V	Sup. ou égale à 15 C.V	Véhicules à Essence (Montant en DH)	350	650	2.000	4.000	Véhicules à gasoil (Montant en DH)	700	1.500	5.000	10.000
PUISSANCE FISCALE																							
	Inférieure à 8 C.V	De 8 à 10 C.V	De 11 à 14 C.V	Sup. ou égale à 15 C.V																			
Véhicules à Essence (Montant en DH)	350	650	2.000	4.000																			
Véhicules à gasoil (Montant en DH)	700	1.500	5.000	10.000																			

IMPOT	CARACTERISTIQUES DE L'IMPOT	EXONERATIONS	TAUX
<p>Taxe sur les contrats d'assurance</p>	<p>La taxe sur les contrats d'assurance s'applique aux contrats d'assurance passés par les entreprises d'assurance, ainsi que tous actes ayant exclusivement pour objet la formation, la modification ou la résiliation amiable desdits contrats, à l'exclusion des droits de timbre, d'enregistrement et de la taxe sur la valeur ajoutée.</p> <p>Elle est établie sur le montant des primes, surprimes ou cotisations.</p> <p>Elle est liquidée pour chacune des catégories de contrats visées par la loi sur le total des primes, surprimes ou cotisations échues au cours de chaque mois après déduction des primes, surprimes et cotisations définies par la loi.</p> <p>Le versement de la taxe due au titre d'un mois est effectué avant l'expiration du mois suivant, à la caisse du receveur de l'administration fiscale.</p>	<p><u>Exonérations :</u></p> <p>Sont exonérés de la taxe sur les contrats d'assurance, les contrats d'assurance portant sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ les accidents de travail et maladies professionnelles ; ▪ les risques maladies ainsi que les soins liés à l'hospitalisation, aux interventions chirurgicales, aux maladies graves ou de longue durée, l'accouchement ou les médicaments, prévus par des contrats d'assurance souscrits par les travailleurs indépendants, les personnes exerçant une profession libérale et toute autre personnes exerçant une activité non salariée ; ▪ les assurances mutuelles agricoles ; ▪ la garantie des risques de guerre ; ▪ les versements faits auprès de la Caisse nationale de retraite et d'assurance ; ▪ l'assurance-vie. <p>La taxe n'est pas exigible sur les contrats d'assurance-vie ou de rentes viagères souscrites par des personnes n'ayant au Maroc ni domicile ni résidence habituelle et sur tous autres contrats, dans la mesure où le risque se trouve situé à l'étranger ou se rapporte à un établissement qui y est situé.</p>	<p><u>Taux applicables :</u></p> <p>Les taux de la taxe sur les assurances sont de 3,50 %, 7 % ou 14 % selon la catégorie de police d'assurance.</p> <p>Le produit de la taxe sur les contrats d'assurance est affecté à raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 13 % au profit du fonds de développement des collectivités locales et leurs groupements ; ➤ 87 % répartis de manière égale entre le budget de l'Etat et le fonds de solidarité des assurances.